
Budget primitif 2024

Note de présentation brève et synthétique

L'article 107 de la loi NOTRe modifie les articles L. 2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatif à la publicité des budgets et des comptes, prévoyant désormais qu' « une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux ».

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de la commune, dans le respect des principes budgétaires d'annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité.

Il est composé de deux sections :

- la section de fonctionnement regroupe les opérations de dépenses et de recettes qui intéressent la gestion courante des services, et qui de ce fait ont tendance à se renouveler chaque année ;
- la section d'investissement concerne les opérations qui accroissent ou diminuent le patrimoine de la collectivité.

Chaque section doit être équilibrée en dépenses et en recettes, lesquelles sont classées par chapitre et par article (nature comptable). L'article L.1612-4 du CGCT précise à ce sujet que : « *Le budget d'une collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice.* »

Le budget communautaire est proposé par le Président et voté par le Conseil communautaire avant le 15 avril de l'exercice concerné, avant le 30 avril les années de renouvellement du conseil.

Dans les dix semaines précédant l'examen du budget, doit se tenir un débat portant sur les orientations

budgetaires de l'année. Ce débat s'est déroulé lors du Conseil communautaire du 19 février 2024.
 Le budget primitif 2024 a été voté le 8 février 2024 par le Conseil communautaire. Il est conforme aux orientations telles que déclinées dans le rapport d'orientations budgétaires.

Le budget des établissements publics de coopération intercommunale de plus de 10 000 habitants est voté soit par nature, soit par fonction. S'il est voté par nature, il comporte une présentation fonctionnelle ; s'il est voté par fonction, il comporte une présentation par nature. Le choix retenu pour le premier budget primitif de la mandature s'impose sur toute la durée de cette dernière.

Le Conseil communautaire a procédé au vote du budget primitif 2024 par nature, selon les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M57 et les modalités suivantes :

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;
- sans les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III-B3 ;
- sans vote formel sur chacun des chapitres ;
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

La présente note répond à l'obligation d'information du citoyen en abordant les points suivants :

I/ les orientations budgétaires et les hypothèses d'établissement du budget	3
II/ la structure du budget primitif 2024	4
III/ les rations financiers	10
IV/ l'état de la dette	12

I/ Les orientations budgétaires et les hypothèses d'établissement du budget

Les éléments de contexte d'élaboration du budget

Dans un contexte économique international toujours incertain (à cause des conséquences résiduelles de la reprise post-covid, des conflits armés en Ukraine et au Proche-Orient, des coûts de l'énergie et des difficultés d'approvisionnement persistantes), la France devrait connaître une croissance du PIB de 0,9% en 2024 et une inflation de 2,8%. Cependant, pour l'établissement de la loi de finances, le gouvernement a retenu une inflation à 2,6%.

En loi de finances pour 2024, le Gouvernement a pris certaines mesures affectant les collectivités locales. Premièrement, la loi de programmation des finances publiques prévoit d'augmenter les concours financiers de l'Etat, en passant de 53,98 milliards d'euros en 2024 à 56,043 milliards d'euros en 2027, au travers des dotations et du FCTVA. A ce titre, la trajectoire d'évolution du FCTVA mènerait notamment ce fonds de 7,104 milliards d'euros en loi de finances à 7,786 milliards d'euros en 2027.

En matière de fiscalité foncière, le taux de revalorisation des bases des valeurs locatives cadastrales a été fixé à 3,9 %.

Côté dotations, le gouvernement a décidé cette année encore « d'abonder » plus que d'habitude l'enveloppe globale de DGF du bloc communal, avec augmentation de 220 millions d'euros (contre 330 en loi de finances 2023), répartis comme suit :

- Pour la DGF des communes :
 - o 100 millions d'euros sur la dotation de solidarité rurale (DSR), et notamment 60 % sur sa fraction « péréquation » ;
 - o 90 millions d'euros sur la dotation de solidarité urbaine (DSU) sans écroter la dotation forfaitaire (DF) pour les communes ;
- Pour la DGF intercommunale :
 - o 90 millions d'euros pour la dotation d'intercommunalité (DI) ;
 - o -60 millions sur la dotation de compensation (DC), soit -1,5 %.

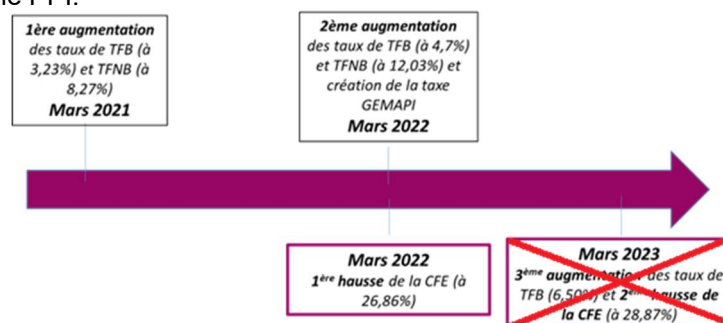
Enfin, la population au 01/01/2024 est de 46 458 habitants.

Les orientations budgétaires de la CCPB

La CCPB a opté pour un calendrier budgétaire avancé : le budget est voté le 8 février 2024, sans reprise des résultats de l'exercice 2023. Cette dernière aura lieu avant le 30 juin, lors d'une séance du Conseil communautaire qui verra l'adoption du compte de gestion, l'adoption du compte administratif et l'affectation du résultat prises en compte dans un budget supplémentaire.

Les orientations 2024 visent à garantir une politique budgétaire stable au service du projet de territoire 2021-2026 et de son plan pluriannuel d'investissement (PPI).

S'agissant de la politique fiscale, pour mémoire, une trajectoire d'augmentation des taux sur trois ans avait été définie afin de financer le PPI.



Deux augmentations ont eu lieu en 2021 (taxes foncières) et 2022 (taxes foncières et CFE). Cependant, compte tenu du contexte inflationniste (hausse du coût de l'électricité et du gaz, hausse du prix des matières premières...) et des difficultés pesant sur les ménages et les entreprises, il a été décidé de prendre une pause fiscale en 2023. Pour 2024, la CCPB privilégie la poursuite de la pause fiscale. D'une part, le contexte économique pèse encore lourdement sur les ménages. D'autre part, le taux de CFE étant déjà élevé, une nouvelle augmentation ne semble pas opportune pour l'attractivité du territoire.

En conséquence, les taux votés à l'occasion du budget 2024 sont les mêmes

	Taux 2024
Taxe foncière sur les propriétés bâties	4,70 %
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	12,03 %
Cotisation foncière des entreprises	26,85 %
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	1,15 %
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	10,10 %

Concernant les dépenses de fonctionnement, l'objectif poursuivi étant de financer dans de bonnes conditions de gestion le PPI en cours, la préparation budgétaire s'est faite avec un objectif d'optimisation de l'ensemble des dépenses même si certaines d'entre elles présentent un caractère incompressible ou une évolution indispensable.

Cependant, pour soutenir financièrement ses communes membres, une intercommunalité peut prendre en charge une partie ou la totalité de la contribution au FPIC (fonds de péréquation intercommunale et communale). C'est une dépense de fonctionnement nouvelle qui représente, pour la CCPB, 445 000 € en 2024 (pour une prise en charge de 50 % de la part communale).

En outre, les équipements sportifs doivent être intégrés à l'actif de la CCPB et commencer leur amortissement sur 20 ans. Cela représente une dotation de 237 000 euros par an pour le dojo et 344 000 euros pour le complexe de gym. Ces dotations aux amortissements constituent une dépense de fonctionnement obligatoire qui, transférée en section d'investissement, participe alors de l'autofinancement servant à couvrir le remboursement du capital de la dette.

Pour financer les investissements, il convient de conserver des ratios d'analyse financière séduisants au regard des prêteurs notamment. La CCPB dispose d'un bon taux de financement externe de son PPI (autour de 50 %), il est nécessaire de maintenir la qualité de la recherche de subvention et des dossiers déposés. En revanche, l'endettement est faible : 4 emprunts pour un capital initial de 9,8 millions d'euros, au regard d'un PPI de 57 millions d'euros.

II/ La structure du budget primitif 2024

Le budget primitif 2024 est adopté pour un montant global de **43,7** millions d'euros.

Section de fonctionnement : **26 441 213,19 €**

Le budget de fonctionnement permet à la collectivité d'assurer le quotidien. La section de fonctionnement regroupe ainsi l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services.

Les recettes de fonctionnement de la collectivité sont essentiellement constituées des produits de la fiscalité et des dotations, très marginalement des produits des services et du domaine.

Les dépenses de fonctionnement sont principalement constituées des attributions de compensation versées aux communes membres, des contributions obligatoires versées à des organismes pour l'exercice des compétences déléguées (SIETOM pour les déchets, SyAGE pour la gestion des milieux aquatiques, SDIS77...), des prestations de service, des salaires du personnel, plus marginalement des subventions versées aux associations et des intérêts des emprunts à payer.

Recettes

Chapitre	Libellé	Variation n/n-1	BP 2024	CO 2023
013	Atténuations de charges	349,75 %	37 104 €	8 250 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	37,67 %	41 300 €	30 000 €
73	Impôts et taxes	8,48 %	21 734 844 €	20 035 247 €
74	Dotations et participations	0,92 %	4 187 476 €	4 149 389 €
75	Autres produits de gestion courante	35,38 %	40 619 €	30 003 €

Total des recettes courantes		7,37 %	26 041 343 €	24 252 889 €
76	Produits financiers	-	0 €	0 €
77	Produits spécifiques	-	0 €	0 €
78	Reprises sur provisions	-	0 €	0 €
Total des recettes réelles		7,37 %	26 041 343 €	24 252 889 €
042	Opération d'ordre entre sections	-	0 €	0 €
Total des recettes d'ordre		-	0 €	0 €
TOTAL		7,37 %	26 041 343 €	24 252 889 €
002	Résultat de fonctionnement reporté	-	0 €	9 814 935 €
Total cumulé		-23,56 %	26 041 343 €	34 067 824 €

PRECISION : La section de fonctionnement s'apprécie reports compris (rattachements).

Les recettes de fonctionnement sont essentiellement portées par la fiscalité. Les recettes fiscales augmentent par effet base, les taux ne sont pas modifiés pour 2024. A noter une forte augmentation de la TEOM au BP2024 par rapport au BP2023 dont la prévision était trop faible. Les dotations ne sont pas encore notifiées mais leur niveau est estimé stable.

Les atténuations de charges, les produits des services et du domaine ainsi que les autres produits de gestion courante sont évalués en augmentation par rapport au budget 2023, sur la base du réalisé prévisionnel de 2023.

Dépenses

Chapitre	Libellé	Variation n/n-1	BP 2024	CO 2023
011	Charges à caractère général	-2,01 %	2 443 892 €	2 494 062 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	12,74 %	2 256 516 €	2 001 490 €
014	Atténuations de produits	5,20 %	9 014 451 €	8 569 231 €
dont	Attributions de compensation	0,00 %	8 103 494 €	8 103 494 €
	FPIC	162,03 %	720 000 €	274 781 €
65	Autres charges de gestion courante	11,59 %	10 064 167 €	9 018 853 €
Total des dépenses de gestion courante		7,68 %	23 779 025 €	22 083 636 €
66	Charges financières	-14,93 %	56 393 €	66 288 €

67	Charges spécifiques	488,24 %		
68	Dotations aux provisions	114,11 %	10 705 €	5 000 €
Total des dépenses réelles		7,82 %	23 896 123 €	22 163 424 €
023	Virement à la SI	-88,79 %	1 307 940 €	11 665 379 €
042	Opération d'ordre entre sections	250,30 %	837 280 €	239 021 €
Total des dépenses d'ordre		-81,98 %	2 145 220 €	11 904 400 €
TOTAL		-23,56 %	26 041 343 €	34 067 824 €

PRECISION : La section de fonctionnement s'apprécie reports compris (rattachements).

Les dépenses de fonctionnement connaissent des variations importantes par rapport au budget 2023 selon les chapitres.

Les charges à caractère général sont stables (-2 % ou 50 000 €), supportant l'inflation tout en optimisant les dépenses. Les dépenses de personnel augmentent de 12 % par rapport à 2023, la CCPB continuant de se doter des moyens humains pour exercer ses missions. La prise en charge de 50 % de la part communale du FPIC, pour 445 000 €, conduit à une augmentation de 5 % du chapitre 014. L'augmentation de 11 % du chapitre 65, soit 1 million d'euros, est lié à l'augmentation de la TEOM entièrement reversée au SIETOM77 sur ce chapitre. Les opérations d'ordre entre section du chapitre 042 sont constituées des dotations aux amortissements, en forte augmentation en raison de l'amortissement des équipements sportifs (dojo et complexe de gym).

Au BP, avant reprise des résultats, la section de fonctionnement permet de dégager un autofinancement volontaire de 1,3 million d'euros.

Les dépenses de personnel

Les effectifs sont en augmentation constante, la CCPB se structure et se dote des compétences nécessaires à la réalisation de ses missions et des projets d'investissement.

La structure des effectifs de la CCPB, par catégorie depuis 2021 :

Filière et catégorie	Variation n/n-1	Budget 2024	Budget 2023	CA 2022	CA 2021
Emplois fonctionnels	-	0	0	0	0
Filière administrative	21,05 %	23	19	15	12
Cat. A	0,00 %	8	8	5	5
Cat. B	150,00 %	5	2	3	2
Cat. C	11,11 %	10	9	7	5
Filière technique	37,50 %	11	8	6	2
Cat. A	-	2	1	0	0
Cat. B	33,33 %	4	3	2	1
Cat. C	25,00 %	5	4	4	1
Total	25,93 %	34	27	21	14

A fin 2024, si tous les postes étaient pourvus, la répartition des effectifs par commune serait la suivante :

	Variation n/n-1	2024
Direction générale	0,00 %	4
Finances et contrôle de gestion	0,00 %	4
RH	0,00 %	2
Développement économique	-	3
Environnement	0,00 %	2
Techniques	40,00 %	7
Culture et politiques publiques	-25,00 %	3
Sport	40,00 %	7
Communication	-	1
Total	26,92 %	33

Concernant la gestion prévisionnelle des effectifs, en 2024, il est prévu la création de trois postes : un ingénieur, un adjoint aux équipements sportifs et un adjoint au responsable des opérations techniques ; et la suppression de deux postes avec la disparition du service commun d'instruction du droit des sols.

En outre, six recrutements sont toujours en cours sur des postes vacants :

- un directeur du développement économique ;
- un chargé de mission développement économique ;
- un chargé d'emploi ;
- un chargé de communication ;
- un assistant technique et administratif ;
- un agent d'exploitation des équipements sportifs.

La masse salariale augmente en 2024 en raison de nouvelles ouvertures de postes et dans l'hypothèse où tous les postes seraient pourvus. Pour 2023, le budget ouvert s'élève à 2 millions d'euros mais le taux de réalisation projeté est de seulement 70 % compte tenu des vacances de postes en raison des difficultés à recruter ou d'arrêts maladie.

Indicateur d'évolution de la masse salariale (dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement)

	Variation n/n-1	Budget 2024	Budget 2023	CA 2022	CA 2021
Dépenses réelles de fonctionnement	7,82 %	23 896 123 €	22 163 424 €	19 292 819 €	19 593 923 €
Chapitre 012	12,74 %	2 256 516 €	2 001 490 €	1 251 229 €	902 167 €
Ratio	4,57 %	9%	9%	6%	5%

Le ratio présenté ci-dessus semble en forte progression cependant il convient de tenir compte de l'écart important entre prévision et réalisation en matière de dépenses de personnel : le budget doit prévoir une enveloppe totale alors que de nombreux postes ne sont pas pourvus.

Entre les enveloppes prévisionnelles 2023 et 2024, le ratio est stable. La collectivité se dote progressivement des effectifs nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Section d'investissement : 5 663 305,65 €

La section d'investissement prépare l'avenir. Elle concerne des projets de l'intercommunalité à moyen ou long terme.

En recettes, la section d'investissement recense les subventions d'équipement (FCTVA, subventions conventionnées avec l'Etat, la Région, le Département, relatives à des projets), l'emprunt contracté au titre de l'exercice.

Elle regroupe les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux sur des structures déjà existantes ou en cours de création. On y prévoit également le remboursement du capital de la dette.

Recettes

Chapitre	Libellé	Variation n/n-1	BP 2024	CO 2023
----------	---------	--------------------	---------	---------

13	Subventions d'investissement	-41,41 %	2 256 406 €	
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	508,44 %	10 696 196 €	1 757 972 €
Total des recettes d'équipement		130,92 %	12 952 602 €	5 609 032 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	-33,98 %	2 592 434 €	3 926 488 €
165	Dépôts et cautionnements reçus	-	8 000 €	0 €
27	Autres immobilisations financières	-	0 €	0 €
024	Produits des cessions d'immobilisations	-	0 €	0 €
Total des recettes financières		-33,77 %	2 600 434 €	3 926 488 €
Total des recettes réelles		63,11 %	15 553 036 €	9 535 520 €
021	Virement de la SF	-	1 307 940 €	11 665 379 €
040	Opération d'ordre entre sections	250,30 %	837 280 €	239 021 €
041	Opérations patrimoniales	-	0 €	0 €
Total des recettes d'ordre		-81,98 %	2 145 220 €	11 904 400 €
TOTAL		-17,45 %	17 698 256 €	21 439 919 €

Les subventions d'investissement inscrites au budget sont uniquement les subventions notifiées. Les plans de financement des projets d'investissement, visibles au PPI, prévoient les subventions sollicitées, ce qui explique l'écart entre la projection programmatique et les inscriptions budgétaires. Les subventions notifiées seront inscrites lors de la plus proche étape budgétaire. Elles permettront ainsi de réduire l'emprunt dit « d'équilibre ». Les dotations du chapitre 10 sont constituées du FCTVA, calculé sur la base des dépenses d'équipement éligibles prévues au budget.

Enfin, le chapitre 16 comprend un emprunt prévu servant à financer les dépenses d'équipement prévues au budget, à hauteur de 20 %, soit 3 458 200 €, et un emprunt « d'équilibre », qui n'a pas vocation à être contracté et qui sera diminué lors de la reprise des résultats et des notifications des subventions demandées (évalué à 7,3 millions d'euros au BP).

Dépenses

Chapitre	Libellé	Variation n/n-1	BP 2024	CO 2023
20	Immobilisations incorporelles	94,99 %	477 736 €	245 000 €
204	Subventions d'équipement versées	290,86 %	684 000 €	175 000 €
21	Immobilisations corporelles	1095,84 %	2 938 043 €	245 688 €
23	Immobilisations en cours	-42,83 %	13 191 057 €	23 075 391 €
Total des dépenses d'équipement		-27,17 %	17 290 835 €	23 741 080 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-1,81 %	535 733 €	545 583 €

27	Autres immobilisations financières	-		
Total des dépenses financières		-1,81 %	535 733 €	545 583 €
Total des dépenses réelles		-26,60 %	17 826 569 €	24 286 663 €
040	Opération d'ordre entre sections	-	0 €	0 €
041	Opérations patrimoniales	-	0 €	0 €
Total des dépenses d'ordre		-	0 €	0 €
TOTAL		-26,60 %	17 826 569 €	24 286 663 €
001	Résultat d'investissement reporté	-	0 €	0 €
Total cumulé		-26,60 %	17 826 569 €	24 286 663 €

PRECISION : La section d'investissement s'apprécie hors report (restes à réaliser).

Les dépenses d'équipement prévues semblent en baisse par rapport à 2023 mais en réalité le programme est plus conséquent. La création des autorisations de programme, en particulier pour le CAI (10 millions d'euros) et les liaisons douces (13 millions d'euros), permettent d'engager des projets importants sans les faire porter budgétairement sur la première année.

Ainsi, les dépenses d'équipement prévues au budget comportent :

- la construction et la gestion du centre aquatique intercommunal ;
- la réalisation de la dernière liaison douce (O12) du schéma directeur n° 1 ;
- la réalisation des premières liaisons douces du schéma directeur n° 2 ;
- la réalisation de la première liaison du VIF ;
- l'installation des IRVE ;
- des travaux de rénovation des zones d'activités économique (notamment de l'éclairage public) ;
- la fin du déploiement de la fibre optique pour les sites isolés ;
- les travaux du demi-échangeur de la Nationale 4 situé à Gretz-Armainvilliers ;
- des fonds de concours pour les communes d'Ozoir-la-Ferrière et Lésigny ;
- des dépenses d'amélioration et d'entretien diverses sur les équipements sportifs, les aires d'accueil des gens du voyage et les ZAE.

Certaines de ces dépenses sont prévues en APCP. Les autorisations de programme (AP) constituent les enveloppes financières globales allouées aux opérations d'investissement de manière pluriannuelle. Elles se déclinent en crédits de paiement (CP) qui constituent les crédits de dépenses ouverts au titre d'un exercice donné (il s'agit de la limite de dépenses annuelle).

Libellé	n° AP/AE	Economie prévisionnelle du projet au lancement	Total des CP (proposition actuelle)	Financement externe (subventions et FCTVA)	Reste à charge	Taux de financement externe	Répartition des crédits de paiement (€ TTC)		
			08/02/2024				2024	2025	2026
Centre aquatique intercommunal (travaux)	2024CAI	11 386 493 €	11 386 493 €	4 919 263 €	6 467 230 €	43%	3 985 273 €	5 693 247 €	1 707 974 €
LIAISONS DOUCES - O12	2024O12	1 668 500 €	1 668 500 €	1 304 265 €	364 235 €	78%	818 828 €	954 064 €	- €
LIAISONS DOUCES - schéma 2	2024LD2	4 707 428 €	4 707 428 €	3 092 413 €	1 615 015 €	66%	1 344 564 €	1 567 000 €	1 870 000 €
LIAISONS DOUCES - VIF	2024VIF	6 174 466 €	6 174 466 €	5 034 765 €	1 139 701 €	82%	2 193 947 €	2 874 057 €	1 106 463 €
IRVE	2024IRVE	1 810 167 €	1 810 167 €	1 383 040 €	427 127 €	76%	422 440 €	736 067 €	651 660 €
Total		25 747 054 €	25 747 054 €	15 733 745 €	10 013 308 €	61%	8 765 051 €	11 824 434 €	5 336 097 €

Budget consolidé

Compte tenu des éléments précédents, le **budget primitif 2024** est ainsi voté :

		DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT			
Crédits votés au titre du présent budget		26 041 343,41 €	26 041 343,41 €
Reports	002 Résultat de fonctionnement reporté		-
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		26 041 343,41 €	26 041 343,41 €
INVESTISSEMENT			
Crédits votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)		17 826 568,73 €	17 826 568,73 €
Reports	Restes à réaliser n-1	-	-
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	-	
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT		17 826 568,73 €	17 826 568,73 €
TOTAL DU BUDGET PRIMITIF		43 867 912,14 €	43 867 912,14 €

III/ Les ratios financiers**Les niveaux d'épargne ou d'autofinancement**

Les marges de manœuvre financières (épargne brute ou capacité d'autofinancement brute) s'apprécient au regard de la différence entre les recettes réelles de fonctionnement (RRF) et les dépenses réelles de fonctionnement (DRF) (hors crédits exceptionnels des chapitres 67 et 77) issues des comptes administratifs. L'épargne brute et l'épargne nette (ou capacité d'autofinancement nette) sont des soldes de gestion utilisés pour apprécier la santé financière d'une collectivité locale.

La capacité d'autofinancement brute (CAF brute) correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement (RRF – DRF y compris les intérêts de la dette). Elle permet d'évaluer la capacité d'autofinancement brute de la collectivité, et constitue, de ce fait, l'indicateur privilégié de l'analyse financière. Il permet, en effet, d'apprécier le surplus que la collectivité est en mesure de dégager, une fois couverte non seulement ses dépenses courantes, mais également les charges financières liées à sa politique d'endettement antérieure. Elle est un indicateur de la capacité de la collectivité à investir ou à couvrir le remboursement des emprunts existants.

L'épargne nette correspond à l'épargne brute après déduction du remboursement du capital de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour financer les équipements après remboursement de la dette. Cet indicateur apparaît comme le plus pertinent, dans la mesure où il renseigne sur le montant de l'épargne réellement disponible pour couvrir le financement des investissements, une fois l'ensemble des charges afférentes aux emprunts prises en compte.

Au sein de ces notions d'épargne, on distingue l'autofinancement dit obligatoire correspondant à la dotation aux amortissements de l'autofinancement volontaire, qui correspond à l'effort de la section de fonctionnement pour participer au financement des dépenses d'équipement. Ces chapitres constituent ainsi une dépense de fonctionnement (042 et 023) et une recette d'investissement (040 et 021).

Il est prévu pour 2024 un montant global de **2 145 220 € dont 1 307 940 €** d'autofinancement volontaire.

	Variation n/n-1	BP 2024	CO 2023
Recettes de fonctionnement (RRF hors 77)	7,4%	26 041 343 €	24 252 889 €
Dépenses de fonctionnement (DRF hors 67)	7,6%	23 846 123 €	22 154 924 €
Autofinancement volontaire (021-023)	-88,8%	1 307 940 €	11 665 379 €
Autofinancement obligatoire (040-042)	250,3%	837 280 €	239 021 €
CAF brute	-82,0%	2 145 220 €	11 904 400 €
<i>taux de CAF brute</i>	-83,2%	8%	49%
Remboursement du capital de la dette	-1,8%	535 733 €	545 583 €
CAF nette	-85,8%	1 609 487 €	11 358 817 €

La capacité de désendettement

La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la collectivité et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la collectivité à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans ; la capacité de désendettement moyenne d'un EPCI en France se situe aux alentours de 5,5 années en 2022 (DGCL – Données DGFIP).

	Variation n/n-1	BP 2024	CO 2023
CAF brute	-82,0%	2 145 220 €	11 904 400 €
Encours de dette	-6,7%	7 467 500 €	8 001 583 €
Capacité de désendettement (en année)	417,9%	3,48	0,67

Avant de contracter éventuellement de nouveaux emprunts pour financer ses dépenses d'équipement, la capacité de désendettement de la Communauté de communes est de 3,5 ans.

Les ratios réglementaires

L'article R 2313-1 du CGCT énonce onze ratios synthétiques que doivent présenter les collectivités de plus de 3 500 habitants.

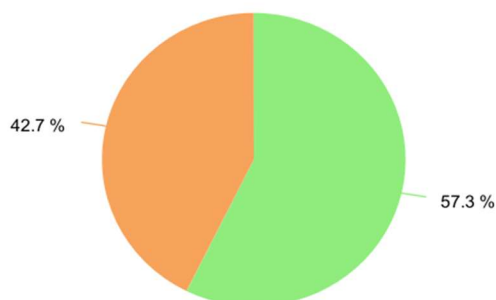
Ratios / Année	2024
1 - DRF € / hab.	513,77
2 - Fiscalité directe € / hab.	0
3 - RRF € / hab.	559,9
4 - Dép d'équipement € / hab.	371,76
5 - Dette / hab.	229,96
6 DGF / hab	0.0

Ratios / Année	2024
7 - Dép de personnel / DRF	9,44 %
8 - CMPF	0 %
8 bis - CMPF élargi	-
9 - DRF+ Capital de la dette / RRF	93,82 %
10 - Dép d'équipement / RRF	66,4 %
11 - Encours de la dette / RRF	30,73 %

IV/ l'état de la dette

La CCPB a, à ce jour, contracté 4 prêts pour un capital initial cumulé de 9,8 millions d'euros, auprès de la Caisse d'épargne et du Crédit agricole, pour des durées de 15 ou 20 ans.

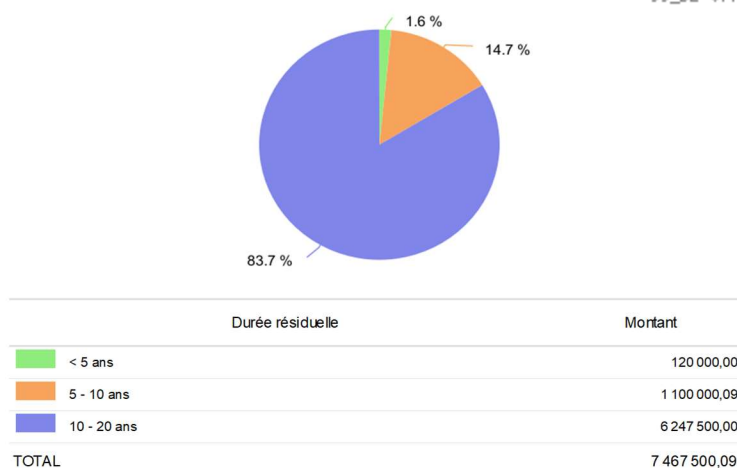
Prêteurs



Prêteur	Notation MOODYS	%	Montant
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE	-	57,31	4 279 500,00
Caisse d'Épargne	-	42,69	3 188 000,09
TOTAL			7 467 500,09

La durée résiduelle s'élève à plus de 17 ans car le dernier prêt, d'un montant de 4,7 millions d'euros, a été contracté en 2021 pour 20 ans.

Répartition par durée résiduelle

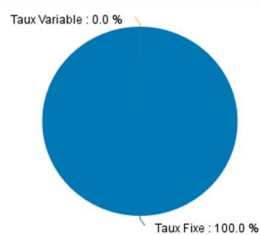


L'encours de dette fin 2024, sans nouvel emprunt, s'élèvera à 6,9 millions d'euros, soit un désendettement naturel de 0,5 million d'euros par an, d'après le profil d'extinction suivant :

**La structure de la dette**

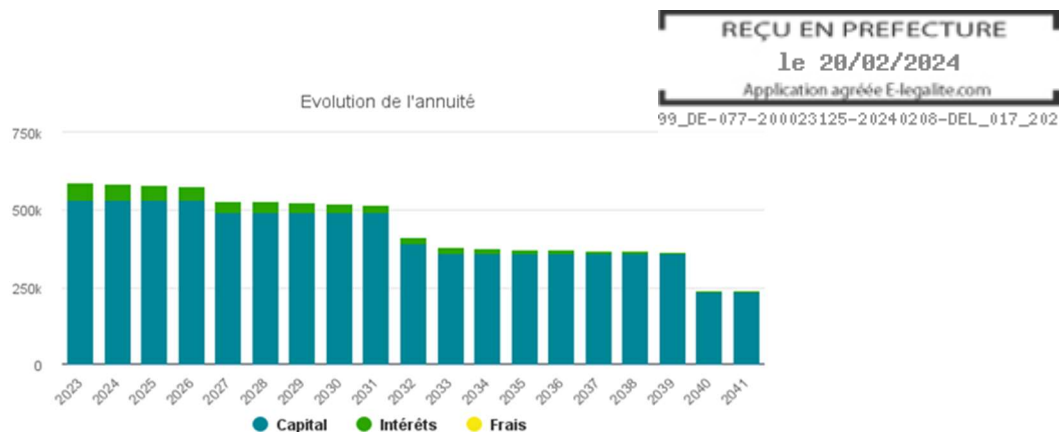
La dette constituée se compose exclusivement de prêts à taux fixe, classée A1 selon la Charte Gissler.

Types de Taux



	Fixes	Variables	Total
Encours	7 467 500,09	0,00	7 467 500,09
%	100,00%	0,00%	100%
Durée de vie moyenne	7 ans, 10 mois		7 ans, 10 mois
Duration	7 ans, 8 mois		7 ans, 8 mois
Nombre d'emprunts	4	0	4
Taux actuariel	0,71%	0,00%	0,71%
Taux actuariel après couverture	0,71%	0,00%	0,71%

L'annuité de la dette



Jusqu'en 2026, l'annuité s'élève à environ 580 000 euros par an, dont 50 000 euros d'intérêts, sans nouvel emprunt. Les charges financières représenteront 0,32 % des dépenses réelles de fonctionnement en 2024.